



Enseigner en première ligne :

*Les réponses nationales
pour les enseignants face
à la crise de COVID-19*

Mars 2021



Équipe Spéciale
Internationale sur
les Enseignants pour
Éducation 2030

Principaux résultats des réponses nationales aux fermetures d'établissements scolaires liées à la pandémie de COVID-19

- Dans leur grande majorité, les pays ont demandé aux enseignants, dans toutes les régions, d'opter **pour l'enseignement à distance** pendant les fermetures d'établissements. Dans les régions à revenu élevé comme l'Europe, l'enseignement en ligne a été privilégié dans 92 % des pays. Le recours à l'enseignement télévisé ou par la radio a été plus fréquent dans les régions à faible revenu, comme l'Asie centrale et Asie du Sud (91 %) et l'Afrique subsaharienne (73 %).
- Les **vacataires** (les enseignants contractuels qui ne bénéficient pas des conventions collectives de la fonction publique) ont perçu l'intégralité de leur salaire après la fermeture des établissements dans 78 % des pays du monde. Toutefois, en Afrique subsaharienne, cette proportion descend à 70 %.
- La plupart des pays ont mis en place des stratégies d'**apprentissage hybride**, combinant enseignement en présentiel et à distance. Cependant, lorsque les établissements ont commencé à rouvrir leurs portes, un plus grand nombre de pays d'Asie centrale et Asie du Sud (58 %) et d'Afrique subsaharienne (44 %) ont opté pour la seule stratégie du présentiel.
- Au niveau mondial, un pays sur trois (33 %) a réagi à la réouverture des établissements en embauchant du personnel enseignant supplémentaire. Les **efforts de recrutement** ont toutefois été moins fréquents dans les régions à faible revenu, notamment en Asie de l'Ouest et Afrique du Nord (26 %), en Asie centrale et Asie du Sud (25 %) et en Afrique subsaharienne (24 %), où les besoins préalables étaient déjà plus importants.
- Différentes **formes de soutien** ont été fournies au personnel enseignant pour faciliter leur transition vers l'enseignement à distance ou hybride : instructions, contenus, formations spécialisées, soutien professionnel et psychosocial, technologies de l'information et de la communication (TIC), etc. Pour autant, 10 % des pays n'ont fait état d'aucun soutien à destination des enseignants, une proportion qui atteint les 20 % en Afrique subsaharienne.
- Pour améliorer **la santé et la sécurité** du personnel enseignant et des élèves, les pays du monde entier ont mis en œuvre des mesures visant à réduire la taille des classes et à faciliter la distanciation physique, comme l'enseignement hybride (49 %), les rotations (31 %) et l'étoffement du corps enseignant (14 %). En outre, la moitié ou moins des pays d'Afrique subsaharienne (50 %), d'Amérique latine et des Caraïbes (48 %), d'Asie centrale et Asie du Sud (44 %) et d'Océanie (43 %) ont déclaré que leurs établissements disposaient de ressources (savon, équipements de protection individuelle) et d'infrastructures (eau potable, installations sanitaires) en nombre suffisant.
- Au niveau mondial, la plupart des pays (67 %) ont encouragé les interactions du personnel enseignant avec les élèves et les parents au moyen, notamment, d'**applications de SMS/messagerie**. Ce pourcentage est comparable dans les pays d'Afrique subsaharienne (65 %).

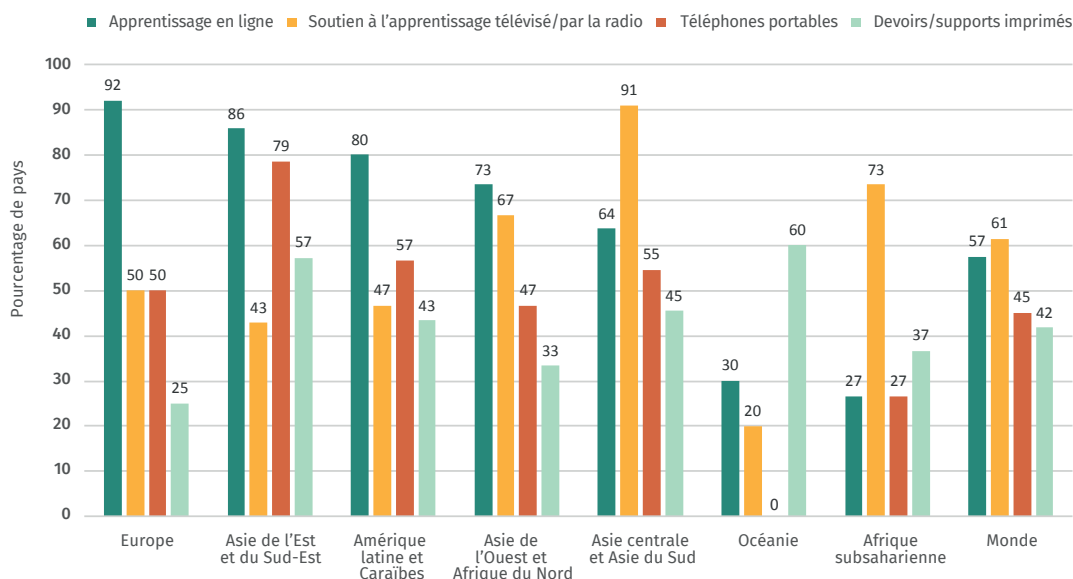
Lorsque la pandémie de COVID-19 a atteint son apogée en avril 2020, 190 pays du monde ont fermé leurs établissements scolaires. Ces mesures ont touché au moins 1,6 milliard d'élèves et plus de 100 millions de membres du personnel éducatif à travers le monde, dont 63 millions d'enseignants du primaire et du secondaire ([UNESCO, 2020](#)). Les gouvernements, les chefs d'établissement et les enseignants étaient dans l'urgence de trouver des réponses innovantes pour assurer la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage.

Partout dans le monde, le personnel enseignant s'est retrouvé en première ligne de la crise. L'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'Éducation 2030 (TTF), a publié un [Appel à l'action pour les enseignants](#) dans lequel elle appelle les gouvernements, les parties prenantes de l'éducation et les bailleurs de fonds à reconnaître le rôle essentiel que joue le personnel enseignant dans la réponse à la COVID-19 et dans la reprise qui suivra. Parmi les

priorités énumérées, on peut citer : préserver les emplois et les salaires, donner la priorité à la santé et à la sécurité, et fournir le soutien et les formations nécessaires.

Cette fiche d'information met en lumière les réponses nationales apportées aux enseignants du primaire et du secondaire en vue d'assurer la continuité de l'enseignement pendant la pandémie. Sont évoquées les pratiques d'enseignement à distance, la protection des emplois du personnel enseignant, la réouverture des établissements, le recrutement de personnel supplémentaire, le soutien apporté, la santé et la sécurité et enfin le suivi des élèves. Les conclusions s'appuient sur les données de [l'Enquête sur les réponses nationales du secteur de l'éducation face aux fermetures d'établissements scolaires liées à la COVID-19](#), qui a été réalisée en 2020 par l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale, et gérée par l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Figure 1. Pourcentage de pays où le personnel enseignant du primaire a dû continuer d'enseigner, par type d'enseignement à distance et par région, en 2020



Source : UNESCO/UNICEF/Banque mondiale, 2020.

Types d'enseignement à distance utilisés pendant la fermeture des établissements

Lorsque les établissements scolaires ont fermé, le personnel enseignant a pu continuer de donner des cours grâce à divers moyens d'enseignement à distance qui reposaient sur des solutions de haute technologie, de basse technologie ou non technologiques.

→ Lors des premières fermetures, une majorité de pays a demandé aux enseignants du primaire de continuer leur travail en recourant à des technologies en ligne en Europe (92 %), en Asie de l'Est et du Sud-Est (86 %) et en Amérique latine et dans les Caraïbes (80 %). Quelques pays font figure d'exception, comme les Pays-Bas, où les décisions étaient prises par les établissements eux-mêmes, et les Philippines et la Thaïlande, où les cours en ligne ont été retardés (figure 1).

→ Pour différentes raisons, notamment l'absence d'accès à Internet dans les foyers, 27 % seulement des pays d'Afrique subsaharienne ont introduit l'enseignement en ligne lorsque c'était possible, comme l'Afrique du Sud, le Botswana, la Guinée, le Nigeria, la République du Congo et le Sénégal. En Océanie, cette proportion s'établit à 30 %.

→ Il a été demandé de s'adapter à l'enseignement télévisé ou par la radio dans 91 % des pays d'Asie centrale et Asie du Sud et 73 % des pays d'Afrique subsaharienne afin qu'un maximum d'élèves puisse en bénéficier.

→ Au niveau mondial, 45 % des pays ont imposé l'utilisation d'appareils mobiles dans l'enseignement. Cette pratique était plus fréquente en Asie de l'Est et du Sud-Est (79 %), où elle complétait l'apprentissage en ligne.

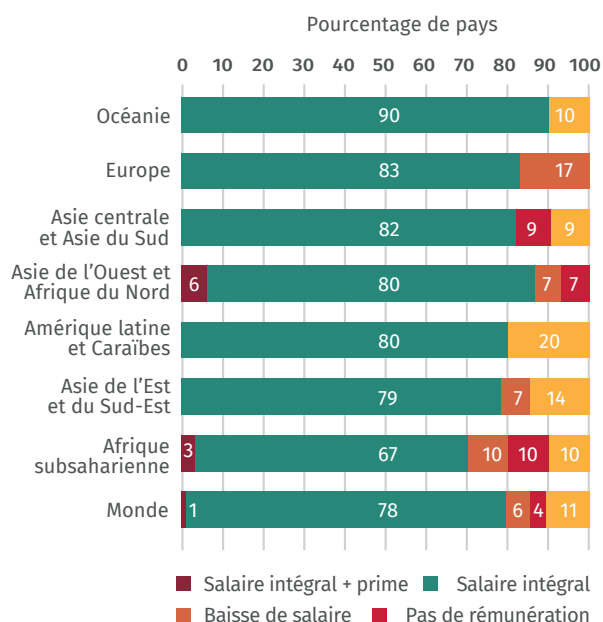
→ La stratégie la moins imposée a été l'enseignement à domicile ou les stratégies fondées sur le papier (42 % des pays), sauf en Océanie, où elle s'est révélée être le moyen le plus courant de poursuivre l'enseignement (60 %).

Protéger l'emploi et les salaires du personnel enseignant

Les fermetures d'établissements peuvent avoir des répercussions différentes sur les salaires et les [avantages du personnel enseignant](#). Ainsi, dans le secteur public bénéficiant des conventions collectives de la fonction publique, la probabilité est plus grande que le salaire et les avantages habituels soient maintenus après une fermeture, tandis que le salaire et les autres avantages des vacataires et des enseignants du secteur privé sont plus souvent suspendus ou réduits. La suspension de la rémunération des vacataires est néfaste pour l'éducation, car l'attrition entraîne des coûts liés au recrutement et à la formation des nouveaux enseignants à la réouverture des classes.

→ À l'échelle mondiale, environ huit pays sur dix ont intégralement rémunéré leurs vacataires après la fermeture des établissements, un chiffre qui varie entre 90 % en Océanie et 70 % en Afrique subsaharienne (figure 2).

Figure 2. Statut de la rémunération des vacataires, par région, en 2020



Source : UNESCO/UNICEF/Banque mondiale, 2020.

→ En Afrique subsaharienne, la rémunération des vacataires a été suspendue au Burkina Faso, en Guinée et au Togo, et réduite au Ghana, au Kenya et en Sierra Leone.

→ Dans d'autres régions, la rémunération des vacataires a été suspendue en Bosnie-Herzégovine, au Népal, à Saint-Marin et au Yémen, et réduite au Liban et au Viet Nam.

→ En République arabe syrienne et à Sao Tomé-et-Principe, les membres du personnel enseignant ont reçu une prime en plus de leur salaire.

Réouverture des établissements et types d'enseignement utilisés

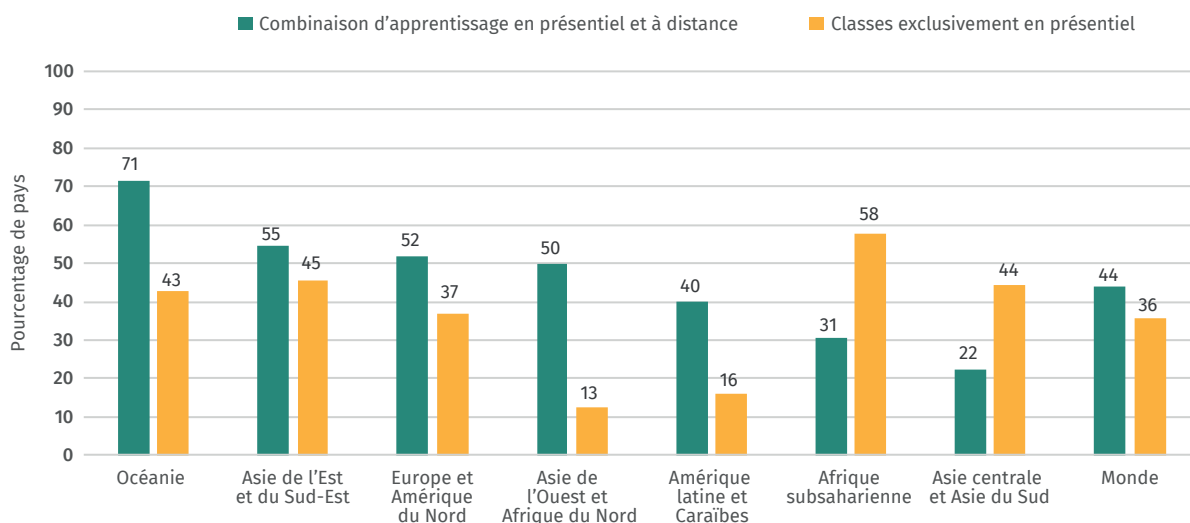
Au troisième trimestre 2020, les systèmes éducatifs de plusieurs pays étaient en période de vacances et préparaient leur réouverture, tandis que d'autres avaient déjà rouvert et recouraient à un enseignement hybride ou entièrement en présentiel. L'enseignement en face à face a représenté un deuxième bouleversement, incluant des protocoles sanitaires, l'apprentissage en petits groupes et la gestion de nouvelles routines.

→ À l'échelle mondiale, 44 % des pays ont déclaré avoir mis en œuvre une stratégie hybride, combinant enseignement en présentiel et à distance, lors de la réouverture des écoles, tandis que 36 % ont opté pour un enseignement en classe exclusivement en présentiel (figure 3).

→ Les stratégies hybrides ont été plus courantes que l'enseignement en présentiel dans la plupart des régions, en premier lieu en Océanie (71 % des pays), mais aussi en Asie de l'Est et du Sud-Est (55 %) et en Europe et Amérique du Nord (52 %).

→ En revanche, la majorité des pays des régions à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie centrale et Asie du Sud, ont mis en place des cours exclusivement en présentiel. C'est ce qu'ont indiqué 58 % et 44 % des pays, respectivement, contre 31 % et 22 % ayant proposé une combinaison.

Figure 3. Pourcentage de pays proposant une combinaison d'apprentissage à distance et de cours entièrement en présentiel, par région, en 2020



Source : UNESCO/UNICEF/Banque mondiale, 2020.

Remarques : Le total des chiffres n'atteint pas 100 %, soit parce que certains systèmes éducatifs sont restés fermés ou en congé académique, soit par manque de données.

Recrutement de personnel enseignant pour combler les manques et réduire la taille des classes

L'enseignement prend désormais plus de temps avec le passage à l'enseignement à distance, auquel s'ajoute un manque d'équipements, de compétences et de confiance pour assurer l'efficacité d'un enseignement à distance. Compte tenu du besoin accru en ressources humaines et de l'augmentation des risques d'absentéisme et de baisse des effectifs, certains pays peuvent décider de sortir du processus de recrutement cyclique habituel pour engager du personnel enseignant supplémentaire.

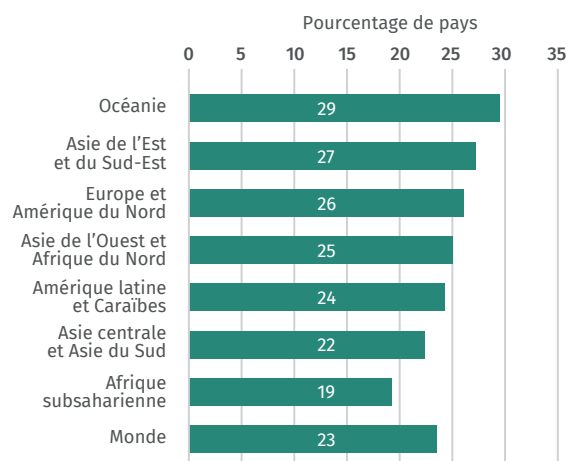
→ À l'échelle mondiale, environ un quart des pays ont déclaré avoir pris des mesures pour étoffer leur personnel enseignant en prévision de la réouverture des établissements au troisième trimestre 2020, ce qui laisse à penser que la plupart des pays ne recruteront pas au-delà de leurs besoins essentiels, en raison du roulement cyclique (**figure 4**).

→ Les mesures visant à recruter plus de personnel en prévision de la rentrée ont été plus fréquentes en Océanie (29 % des pays), en Asie de l'Est et du Sud-Est (27 %) et en Europe et Amérique du Nord (26 %). Elles ont été moins courantes en Asie centrale et Asie du Sud (22 %) et en Afrique subsaharienne (19 %), où les effectifs étaient déjà insuffisants dans plusieurs pays.

→ De nouvelles mesures de recrutement visant à compenser l'attrition accrue ont été adoptées au Qatar, tandis qu'en Afrique du Sud, un recrutement supplémentaire a été mis en place pour assurer des remplacements pendant l'absence des enseignants en congé en raison des risques pour leur santé. Pour trouver d'éventuelles recrues, la Gambie a prévu de rappeler des enseignants à la retraite.

→ Divers pays ont introduit des mesures visant à recruter un plus grand nombre d'enseignants afin de réduire la taille des classes et de faciliter la distanciation physique pour des questions de santé et de sécurité. C'est le cas de l'Irlande, du Japon et du Luxembourg, qui encouragent l'apprentissage en petits groupes. Sao Tomé-et-Principe entend réduire son ratio élèves/enseignant de 50 pour 1, à 36 pour 1, tandis que la Guinée équatoriale et le Kenya ont tous deux pour objectif de recruter des enseignants en fonction de la capacité recommandée des établissements et des équipes de travail.

Figure 4. Pourcentage de pays recrutant de nouveaux enseignants, par région, en 2020



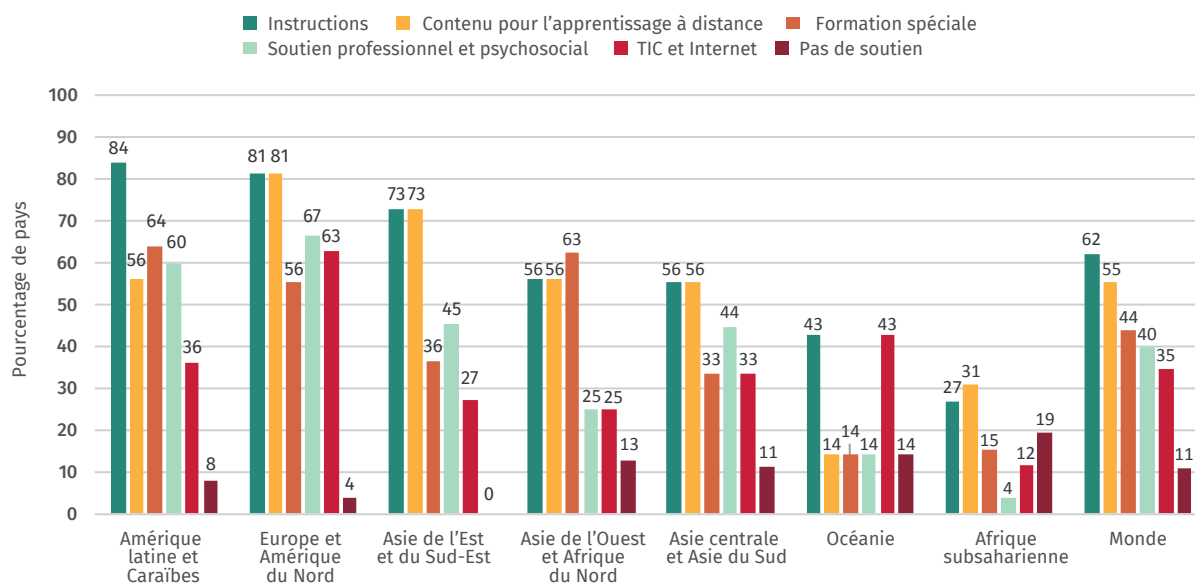
Source : UNESCO/UNICEF/Banque mondiale, 2020.

Soutien apporté aux enseignants

Il est essentiel d'accompagner les enseignants lorsqu'ils adoptent l'enseignement à distance. Ce soutien est également nécessaire lorsqu'ils reprennent les cours en présentiel et/ou adoptent des méthodes hybrides, car cela représente un autre bouleversement de l'enseignement pour beaucoup de personnes concernées. Les enseignants ont besoin d'orientations détaillées pour réussir à prendre en charge des stratégies d'enseignement à distance telles que la radio, la télévision et les plateformes d'apprentissage en ligne. Il y a également besoin de contenu adapté à l'enseignement à distance (ressources éducatives libres et modèles de plans de cours, par exemple) et de formations spécialisées.

Des [données](#) antérieures ayant montré que la pandémie aggravait la fracture numérique, les pays peuvent fournir au personnel enseignant des TIC et un accès libre à Internet. Compte tenu des répercussions pour les enseignants (risques accrus pour la santé, augmentation de la charge de travail, auxquels s'ajoutent souvent leurs propres responsabilités parentales), les pays peuvent également offrir un soutien professionnel et personnel par l'intermédiaire de groupes de discussion et de forums en ligne, sur lesquels seront partagées des idées et des ressources permettant de réduire le stress, et sur lesquels les enseignants pourront aussi se soutenir mutuellement.

Figure 5. Pourcentage de pays ayant apporté un soutien supplémentaire aux enseignants, par type et par région, en 2020



Source : UNESCO/UNICEF/Banque mondiale, 2020.

→ Les instructions relatives à l'enseignement à distance ont été la réponse la plus fréquente à l'échelle mondiale (62 %). Elles ont été fournies par les trois quarts des pays ou plus en Europe et Amérique du Nord (81 %), en Amérique latine et dans les Caraïbes (84 %) et en Asie de l'Est et du Sud-Est (73 %) (figure 5), contre seulement 27 % en Afrique subsaharienne.

→ Des contenus pour l'apprentissage à distance ont été fournis par 81 % des pays d'Europe et d'Amérique du Nord et 73 % des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, contre seulement 31 % des pays d'Afrique subsaharienne et 14 % des pays d'Océanie.

→ Une formation spécialisée a été proposée dans 44 % des pays, en particulier en Amérique latine et aux Caraïbes (64 %) et en Asie de l'Ouest et Afrique du Nord (63 %). Elle a été moins fréquente en Afrique subsaharienne (15 %) et en Océanie (14 %).

→ Un soutien professionnel et psychosocial a été fourni dans 40 % des pays, avec des variations allant de 67 % en Europe et en Amérique du Nord à seulement 4 % en Afrique subsaharienne.

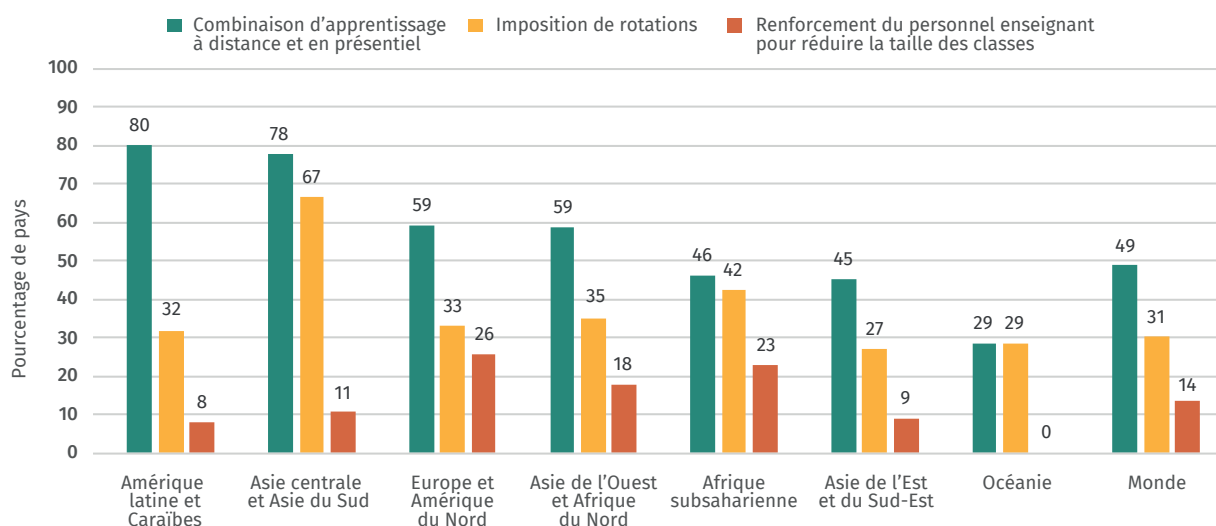
→ La mise à disposition de TIC et de l'accès à l'Internet a été plus fréquente en Europe et en Amérique du Nord (63 %), puis en Océanie (43 %), et dans environ un tiers des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de toutes les sous-régions d'Asie. En revanche, seuls 12 % des pays d'Afrique subsaharienne ont déclaré fournir des TIC et un accès à Internet (Afrique du Sud, Cameroun, République du Congo).

→ Le soutien professionnel porté aux enseignants a été inexistant dans un pays du monde sur dix, et dans un pays d'Afrique subsaharienne sur cinq (Angola, Érythrée, Mozambique, Nigeria, Sao Tomé-et-Principe). Ce fut le cas également en Algérie, au Guatemala, au Pakistan, au Suriname, au Vanuatu et au Yémen.

Formation spécialisée à l'enseignement fondé sur les TIC

En ce qui concerne les types de formation spécialisée que le personnel enseignant a reçus, les réponses montrent que les formations ont principalement porté sur l'amélioration des compétences en TIC pour l'enseignement à distance. Les formations étaient axées en particulier sur les plateformes d'apprentissage ou de communication en ligne mises en place par le ministère (Belize, Estonie, Libye, Uruguay) ; et/ou sous licence commerciale, comme Google Classroom, Microsoft Teams ou Zoom (Bhoutan, Honduras, Mexique, Mongolie). En Belgique, elles ont également abordé l'utilisation et la création de ressources éducatives libres, tandis qu'en RDP du lao, elles ont intégré le recours à la vidéo en ligne. Dans les pays disposant de moins de ressources, les formations ont porté sur l'enseignement télévisé (Îles Salomon) et sur l'utilisation de la radio (Libéria). Certains pays ont également mentionné une formation sur les compétences pédagogiques spécifiques à l'enseignement à distance, notamment sur la manière de dialoguer à distance avec les élèves (Maurice).

Figure 6. Mesures visant à garantir la santé et la sécurité du personnel enseignant lors de la réouverture des écoles, par région, en 2020



Source : UNESCO/UNICEF/Banque mondiale, 2020.

Mesures visant à assurer la santé et la sécurité du personnel enseignant lors de la réouverture des établissements scolaires

Les pays ont adopté différentes mesures nationales pour protéger la santé et la sécurité des enseignants : combiner l'enseignement à distance et en présentiel, imposer des rotations dans les établissements pour réduire le nombre de membres du personnel et d'élèves présents en même temps, ou étoffer le personnel enseignant pour réduire la taille des classes. Pour reprendre l'enseignement en présentiel, il est également important de s'assurer que les écoles disposent de ressources (savon, masques, équipement de protection individuelle) et d'infrastructures (installations sanitaires) en nombre adapté.

→ À l'échelle mondiale, l'association de l'enseignement à distance et en présentiel pour réduire la taille des classes (49 %) a été la réponse la plus courante pour assurer la sécurité des enseignants, suivie par l'imposition de rotations (31 %). Le renforcement du personnel (14 %) a été moins cité (**figure 6**).

→ La combinaison de cours à distance et en présentiel a surtout été signalée en Amérique latine et dans les Caraïbes (80 %) et en Asie centrale et Asie du Sud (78 %), contre seulement 29 % des pays d'Océanie.

→ La mise en place de rotations pour faciliter la mise en place des protocoles de distanciation physique a

été signalée le plus fréquemment en Asie centrale et Asie du Sud (67 % des pays), contre seulement 27 % en Asie de l'Est et du Sud-Est.

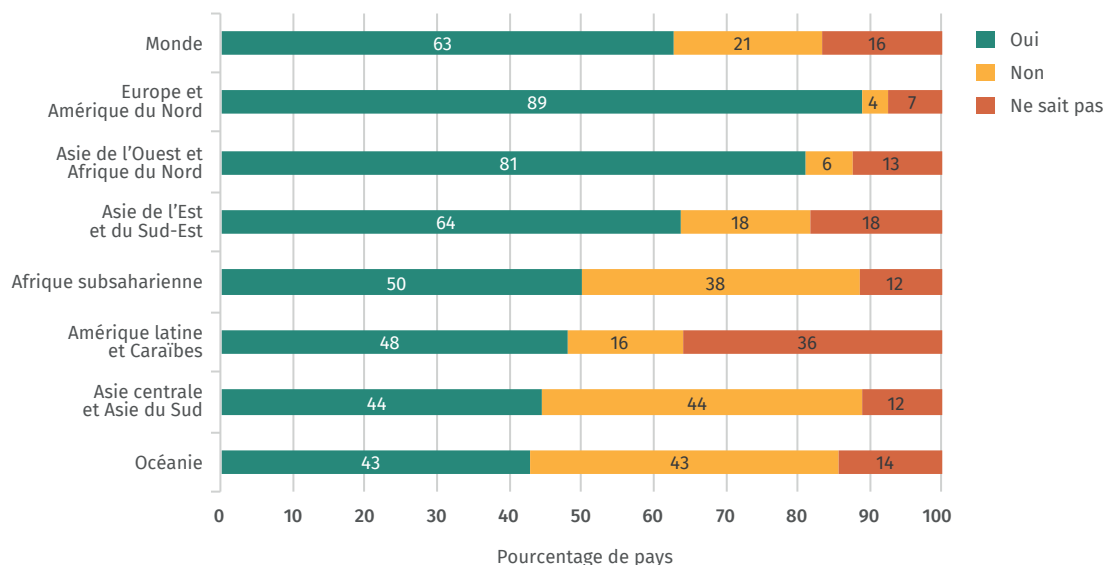
→ Le renforcement des effectifs pour réduire la taille des classes a été privilégié le plus souvent en Europe et en Amérique du Nord (26 % des pays), contre seulement 8 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. Aucun pays d'Océanie n'y a eu recours.

→ Environ 63 % des pays du monde ont déclaré disposer de ressources, de produits et d'infrastructures en quantité suffisante pour assurer un assainissement correct dans les établissements et protéger le personnel enseignant. Toutefois, cette proportion varie entre 89 % des pays en Europe et en Amérique du Nord et 50 % ou moins en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie centrale et Asie du Sud et en Océanie (**figure 7**).

Moyens de mise en contact avec les élèves

Dans le cadre de la transition vers des formes d'enseignement hybride et à distance, le personnel enseignant a été encouragé à maintenir des interactions avec les élèves et/ou avec les parents. Cette communication lui permet de s'assurer que les élèves suivent, répondent aux questions et donnent leur avis, en plus des effets positifs sur leur motivation et leur moral. Différents moyens sont à disposition du personnel enseignant, mais beaucoup d'entre eux nécessitent un accès aux TIC et à Internet, et tous supposent d'y consacrer du temps.

Figure 7. Proportion de pays disposant de ressources, de produits et d'infrastructures en quantité suffisante pour assurer la sécurité du personnel enseignant et des élèves, par région, en 2020



Source : UNESCO/UNICEF/Banque mondiale, 2020.

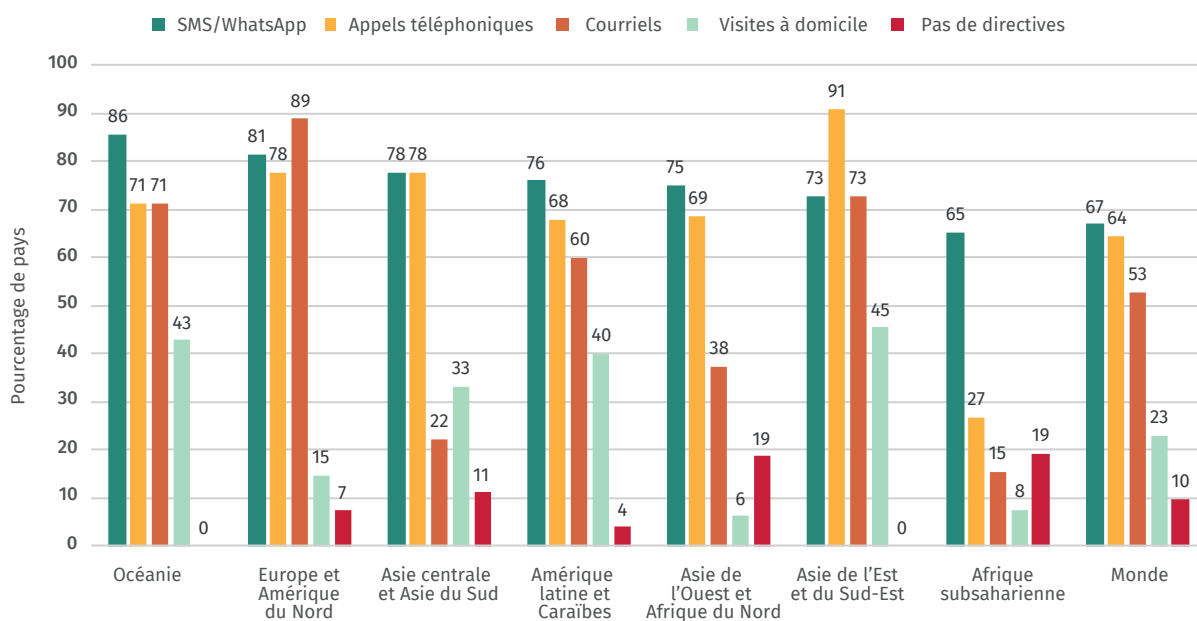
→ Au niveau mondial, les applications de type SMS/ WhatsApp sur téléphone portable ont été les plus encouragées (67 % des pays). Suivi par les appels téléphoniques (64 %), les courriels (53 %) et les visites à domicile (23 %) (figure 8).

→ Dans au moins sept pays sur dix, en Europe et en Amérique du Nord, en Asie de l'Est et en Océanie, les enseignants ont été encouragés à téléphoner et à communiquer par courrier électronique.

→ En Afrique subsaharienne, les SMS ont constitué le principal moyen de communication (65 %) ; et près d'un pays sur cinq (19 %) n'a donné aucune instruction concernant les interactions avec les élèves et leurs parents.

→ Au niveau mondial, les visites à domicile ont été la stratégie la moins encouragée pour assurer une communication continue avec les élèves (23 % des pays). Parmi les régions qui y ont le plus eu recours figurent l'Asie de l'Est et du Sud-Est (45 %), l'Océanie (43 %) et l'Amérique latine et les Caraïbes (40 %).

Figure 8. Types d'interactions encouragées entre le personnel enseignant et les élèves et leurs parents, par région, au 3e trimestre 2020



Source : UNESCO/UNICEF/Banque mondiale, 2020.

Conclusions et recommandations

Considérés comme le maillon le plus important du milieu scolaire pour garantir la qualité de l'éducation, les enseignants ont beaucoup souffert de la pandémie de COVID-19. Si la transition vers l'apprentissage en ligne a offert de nouvelles possibilités d'innovation en matière d'enseignement et d'apprentissage, cela n'a pas été sans difficulté. La plupart du personnel enseignant a vu sa charge de travail augmenter. Il a dû donner des cours à distance et adapter le contenu, se former aux nouvelles technologies et mettre en place de nouvelles routines de travail.

Il est essentiel de soutenir les enseignants lorsque les pays décident de rouvrir les établissements scolaires et d'introduire des stratégies d'apprentissage hybride, combinant enseignement en présentiel et à distance. **Les gouvernements doivent fournir des directives, des contenus, des outils et un soutien professionnel et psychosocial à leurs enseignants afin de renforcer leurs capacités, de leur apporter un soutien socio-émotionnel et de s'assurer qu'ils sont préparés et équipés pour maintenir l'enseignement et l'apprentissage tout au long de la pandémie.**

La réouverture des écoles oblige également les autorités éducatives à prendre des mesures pour garantir la santé et la sécurité sanitaire des élèves et du personnel enseignant. Il est primordial, lorsque c'est possible, de recourir à des méthodes d'apprentissage hybride, d'instaurer des horaires décalés et de recruter du personnel enseignant supplémentaire pour réduire la taille des classes tout en respectant les normes nationales de santé et de sécurité sanitaire. L'amélioration des ressources dans les établissements, en particulier les équipements de protection individuelle et les désinfectants, et la mise en place d'infrastructures adéquates (salles de classe supplémentaires, eau potable, installations sanitaires, etc.) revêtent également de l'importance.

Le recrutement de personnel supplémentaire et la protection des salaires, des conditions de travail et des droits en matière d'emploi doivent occuper une place centrale pour permettre au personnel enseignant de s'inscrire dans la durée et pour que les élèves ne pâtissent pas d'un manque de personnel qualifié. Il est indispensable d'étudier les effets de cette situation sur les élèves à différents niveaux d'études, notamment auprès des plus défavorisés, pour que les enseignants puissent élaborer des réponses complètes et inclusives.

Lecture complémentaire : La présente fiche d'information porte sur les données relatives aux enseignants. Toutefois, un examen plus complet des réponses nationales est disponible dans le rapport intitulé : [What Have We Learnt? Overview of findings from a survey of ministries of education on national responses to COVID-19 \(UNESCO, UNICEF et Banque mondiale, 2020\)](#).

L'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030 (aussi appelée « Équipe spéciale sur les enseignants ») est une alliance internationale indépendante. On compte parmi ses membres des gouvernements nationaux, des organisations intergouvernementales, des ONG, des agences de développement international, des organisations de la société civile (OSC), des organismes du secteur privé et des entités des Nations Unies. Leur objectif consiste à défendre les questions qui touchent les enseignants.

Le secrétariat de l'Équipe spéciale sur les enseignants est établi au siège de l'UNESCO, à Paris.

Pour en savoir plus, voir : www.teachertaskforce.org

Publié en 2021 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2021

Le présent document est publié en libre accès sous la licence Attribution – Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/deed.fr>).

Couverture : Drazen Zigic/Shutterstock.com
Conception : Antonio di Vico

En utilisant le contenu de la présente publication, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation de l'archive ouverte de l'UNESCO (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>).

La présente licence s'applique exclusivement au contenu de ce rapport. L'utilisation de tout contenu n'étant pas clairement identifié comme appartenant à l'UNESCO devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de l'UNESCO, par voie électronique (publication.copyright@unesco.org) ou postale (Éditions UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France)



Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO ou de l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030 aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.